

Secteur de la construction

LES PME VEULENT PARTICIPER À LA

La crise affecte particulièrement les artisans et les petites et moyennes entreprises de la construction. À l'approche des élections européennes, la voix des artisans et PME de la construction en Europe, a publié un Manifeste⁽¹⁾ dans lequel elle définit six priorités pour soutenir ce

Des centaines de milliers d'entreprises et d'emplois ont disparu au cours des cinq dernières années et l'existence de nombreuses PME de la construction est encore en jeu. Selon certains experts, le niveau de production de 2008 des entreprises de la construction ne serait de nouveau atteint qu'en... 2023. EBC rappelle que les PME de ce secteur ont besoin de mesures fortes et ciblées car « elles sont essentielles à la relance et à la

10 % du PIB de l'UE. La petite et moyenne entreprise réalise 80 % de la production de l'industrie de la construction, en créant des emplois locaux et en employant 83 % de la force de travail du secteur. Alors que ce secteur propose des emplois de plus en plus qualifiés et souffre précisément d'un manque de main d'œuvre qualifiée, la construction a un énorme potentiel pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes. Il faut donc prendre au plus vite les mesures politiques appropriées

équilibre entre la consolidation des finances publiques et un programme d'investissement solide qui stimule la croissance.

► EBC demande aux institutions de faciliter l'accès des PME au financement en améliorant les lignes de crédits traditionnelles et les prêts bancaires. Les États membres devraient également maintenir des taux de TVA réduits pour les « services à forte intensité de main d'œuvre » tels que les travaux de rénovation et

propose notamment de réduire la charge administrative des PME en réalisant le « Test PME » à tous les niveaux du processus législatif. Autre problème auquel doivent activement s'atteler les institutions, celui de la « sur-réglementation » au niveau national. En tant que co-législateur, le prochain Parlement européen devrait être mieux inclus dans la gouvernance du « Small Business Act », notamment par le biais de l'intergroupe PME. EBC déplore le manque d'implication des parlementaires sur ce sujet lors de la mandature actuelle, sauf exceptions notables.

« *Le prochain Parlement et la nouvelle Commission devront trouver un équilibre entre la consolidation des finances publiques et un programme d'investissement solide* »

prospérité de l'Union européenne : plus que dans les autres secteurs, les PME luttent pour surmonter cette grave crise. Les élections européennes de 2014 doivent être l'occasion de renverser la situation ». Le prochain Parlement devra fournir aux petites et moyennes entreprises un environnement politique et des conditions économiques qui leur permettent de continuer à travailler, à créer des emplois et de la richesse au niveau local. L'importance du secteur de la construction pour l'économie de l'Union européenne se traduit dans ces chiffres : le secteur emploie environ 13 millions de travailleurs et produit presque

pour renforcer l'attractivité de ce secteur vis-à-vis des jeunes et permettre aux artisans et aux PME de maintenir et de développer leur activité.

Accès au financement

Dans son manifeste, EBC propose plusieurs mesures concrètes et réalistes pour que le futur Parlement et la future Commission aident les PME à sortir de la crise : « les politiques d'austérité aveugles ayant prouvé leur inefficacité, il est primordial de ramener la confiance dans le système et de financer des investissements productifs ». Il s'agira donc pour le prochain Parlement et la nouvelle Commission de trouver un

d'amélioration des logements, par exemple pour en améliorer l'efficacité énergétique.

Think Small First

EBC, qui soutient le Small Business Act (SBA) depuis sa création, demande également que ce dernier et son principe-clé « Pensez petit d'abord » soient véritablement appliqués, notamment par le Parlement et le Conseil Européen. EBC regrette en effet que davantage de déclarations que de véritables actions aient vues le jour jusqu'à présent.

► Afin d'éviter que le SBA demeure une simple démonstration de bonne volonté, EBC

Détachement des travailleurs

Si les artisans et PME de la construction reconnaissent que le marché intérieur offre des opportunités de croissance, il n'en demeure pas moins que le secteur reste très sensible aux disparités de coût du travail. « Il est donc nécessaire d'établir des règles communes au niveau européen et d'adopter des instruments afin de réduire la concurrence déloyale émanant du dumping social et du travail non déclaré. »

► Pour ce faire, les législations sociales des États membres devraient être harmonisées, dans le respect des compétences nationales. EBC propose dans son manifeste une coopération et un échange d'informations sur les transferts transfrontaliers des travailleurs non déclarés via l'ac-

A RELANCE DE L'UE

es élections européennes, European Builders Confederation (EBC),
 ir ce secteur essentiel à la création d'emplois.

tivation d'une plateforme européenne. EBC et ses membres pensent également qu'il est nécessaire d'établir une base de données publiques en ligne qui permette aux PME de vérifier la conformité de leurs sous-traitants potentiels avec la législation sociale. Ceci permettra aussi de mieux cibler les inspections, dont l'efficacité doit être améliorée.

Euro Apprenticeship

Pour favoriser l'emploi et notamment l'emploi des jeunes, EBC insiste sur le besoin de développer l'esprit d'entreprise dans l'éducation et la formation professionnelle. En effet « *l'esprit d'entreprise est essentiel pour entreprendre de nouvelles activités ou des activités innovantes, mais il est également fondamental pour le transfert générationnel de milliers d'entreprises à venir* ». Seuls 32 % des Européens estiment faisable de créer leur entreprise dans les cinq prochaines années, alors que ce taux atteint les 44 % aux États-Unis.

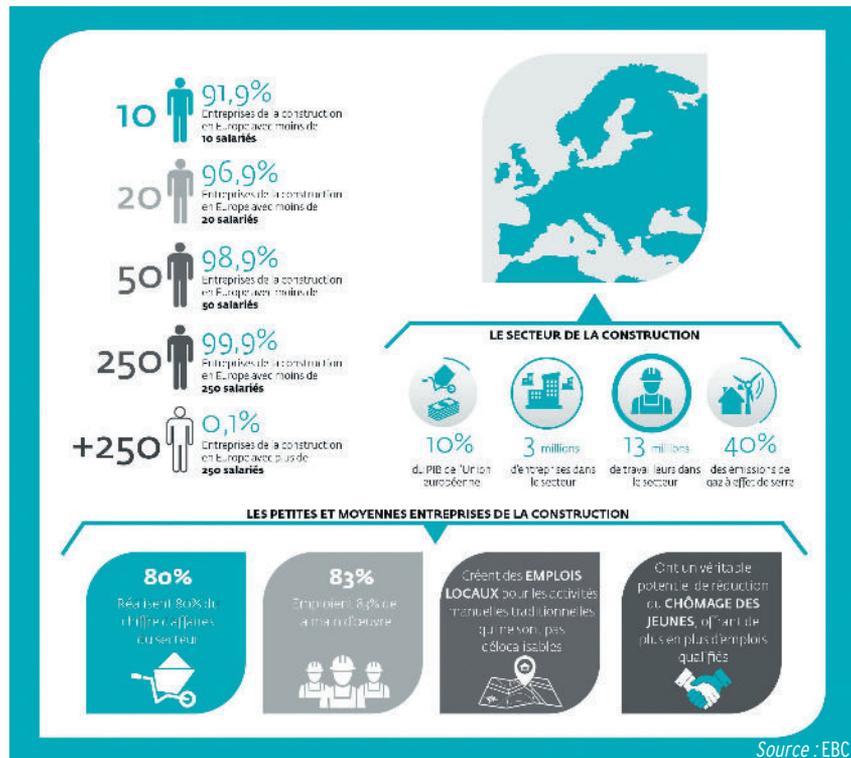
► L'association représentant les artisans et PME de la construction en Europe propose d'intégrer l'entrepreneuriat dans l'enseignement professionnel et les programmes de formation, mais également d'améliorer l'implication des associations de PME et des partenaires sociaux dans les systèmes d'apprentissage. Cela permettrait aussi de faire face à un défi majeur de la société européenne, le vieillisse-

ment de la population active, en préparant une nouvelle génération d'artisans et entrepreneurs de la construction.

Taux réduits de TVA

Afin d'aider les petites entreprises de la construction à transformer les défis écologiques en opportunités, EBC demande aux institutions européennes de mettre en place des mesures fiscales d'accompagnement pour soutenir les investissements nécessaires pour les entreprises et les ménages. « *Le marché de la rénovation des logements est en effet de plus en plus précieux pour les petites et moyennes entreprises de la construction. Il peut être à l'origine de la création de nombreux emplois qualifiés et non délocalisables, ce qui permettrait de soutenir la croissance de l'UE. Mais pour cela, il est nécessaire de mettre en œuvre le bon cadre financier et réglementaire.* »

► EBC rappelle dans son manifeste la possibilité d'utiliser des taux de TVA réduits sur les matériaux économes en énergie et sur leur installation. La rénovation de logements anciens peut également permettre à l'Union européenne d'atteindre son objectif d'augmenter de 20 % les économies d'énergie d'ici à 2020.



Les PME et la normalisation

Enfin, le manifeste s'attaque à la normalisation européenne, sujet incontournable et stratégique pour toutes les PME qui veulent accéder au marché intérieur avec le marquage CE. Le processus de normalisation est difficilement accessible aux PME de la construction par manque d'information ainsi que pour des raisons techniques et financières.

► EBC demande au futur Parlement et à la Commission de continuer à soutenir la nouvelle organisation qui représente les PME dans le processus de normalisation, Small Business Standards (SBS). EBC demande également aux futures institu-

tions de prendre en considération les demandes du marché et les besoins des acteurs avant de décider la création de normes. La mise en œuvre de ces mesures de soutien aux PME de la construction devrait être une priorité pour le Parlement européen nouvellement élu et pour la prochaine Commission européenne afin de soutenir la croissance et la création d'emplois qualifiés au niveau local. Nous espérons que tous les candidats s'approprient ces priorités dans leurs campagnes, ainsi que pendant leur mandat.

Riccardo Viaggi
 Secrétaire général, European Builders Confederation (EBC)



1) À lire sur www.eubuilders.org/manifesto_fr.pdf